

SITUATION INCONTRÔLABLE DES PRIX DU GAZ : COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

L'envolée des prix des énergies (électricité, gaz, pétrole...) pèse lourdement sur le budget des foyers.

A lors que suite à la reprise économique post pandémie Covid-19, les augmentations des prix des énergies explosent à tous les étages, on assiste sur tous les canaux d'information à un déluge de discours lénifiants sur leurs origines. Ainsi, pour le gaz naturel, on nous explique en long, en large et en travers, que cela prendrait sa source chez un méchant dirigeant de l'Europe de l'est qui jouerait à ouvrir/fermer le robinet selon son bon vouloir. Loin de vouloir défendre cet odieux personnage, il faut cependant revenir à la raison pour expliquer que tout ne se résume pas à cette caricature grossière et simpliste.

**Un résultat désastreux
conséquence de « la concurrence
libre et non faussée »**

Le monde d'avant

Afin de comprendre la situation présente, il convient d'observer comment la production, l'approvisionnement et la distribution du gaz étaient opérés avant la libéralisation du marché de l'énergie. À l'époque de « feu » Gaz de France (GdF), entreprise appartenant en totalité au secteur public, les approvisionnements en gaz naturel étaient négociés avec les différents producteurs sous la forme de contrats à long terme (à un horizon d'environ 30 ans). Gaz de France étant alors propriété de l'État, ces négociations s'intégraient dans une vision géopolitique mondiale, impliquant de fait une dimension diplomatique au plus haut sommet de l'État. De plus, les projections sur le long terme de la demande énergétique du pays étaient pleinement intégrées et l'État obligeait GdF à maintenir, alimenter et gérer plusieurs stockages souterrains localisés sur le territoire français. Cela mettait le pays à l'abri de toute éventualité d'ordre géopolitique et/ou climatique, comme la possibilité d'un hiver long et rigoureux. Ainsi, les tarifs du gaz étaient définis et anticipés et intégraient les coûts induits par l'ensemble approvisionnement/stockage/dis-

tribution. Ajoutons quand même qu'afin d'être en capacité de faire l'appoint, un marché parallèle du gaz (SPOT) avait également été mis en place, mais qui n'influaient qu'à la marge sur les prix.

Le monde d'aujourd'hui

La situation est désormais radicalement différente. La libéralisation du marché de l'énergie mise en place depuis plus de vingt ans, a eu ses effets dévastateurs. L'ouverture du marché, avec la promesse d'une baisse annoncée des tarifs par le biais de la doxa de « la concurrence libre et non faussée », nous a conduit au résultat inverse et désastreux que nous vivons aujourd'hui.

**Le libéralisme économique
abhore les stocks,
il ne veut que des flux !**

Que s'est-il donc produit durant ces vingt dernières années ? Tout simplement les effets de la logique bien connue du libéralisme économique, annonçant la venue d'un monde idyllique parfaitement maîtrisé par la main invisible régulatrice des marchés (une sorte de parousie : « seconde venue » du Christ sur Terre. Amen) !

**L'État, impuissant sur les
causes, ne peut pas agir
que sur les conséquences**

De fait, adieu les contrats d'approvisionnement sur le long terme. À la poubelle les stockages souterrains car nécessitant trop d'immobilisations de capitaux jugées trop coûteuses. Le libéralisme économique abhorre les stocks, il ne veut que des flux ! Ainsi, quand une crise (économique, sanitaire, guerre...) se profile à l'horizon, la situation devient à proprement parler incontrôlable. Et aujourd'hui nous y sommes... jusqu'au cou !

Dans ce contexte, l'État reste totalement impuissant et ne peut pas agir sur les causes mais que sur les conséquences. À ce titre sa proposition d'aide est pitoyable à l'adresse des citoyens, voire insultante avec un chèque énergie de seulement 100 € bien loin du montant de l'explosion des factures. Mais tout ceci n'est clairement pas le sujet de préoccupation du libéralisme économique. Son but reste toujours d'engranger un maximum de profits, jusqu'à plus soif, et de distribuer des dividendes à des actionnaires privilégiés, comme le montrent les derniers résultats de Total Énergies avec 13,6 Md€, Engie 3,7 Md€, EDF 5,1 Md€...

Les prix des énergies ne sont plus corrélés aux coûts réels de production

Rappelons, à toutes fins utiles que lorsque Gaz de France réalisait de bons résultats, les bénéfices étaient récupérés par l'État et profitaient intégralement à l'ensemble de la population : ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Sortir du marché pour répondre aux besoins

Enfin, mettons également en lumière une aberration de plus engendrée par l'organisation actuelle du marché de l'énergie et que mentionne J.M. Jancovici : « *Le prix du marché devient celui du moyen de production le plus coûteux à l'instant T* »^[1]. Comme une bonne partie de l'électricité européenne est produite à partir de centrales à gaz, le prix du kWh électrique emboîte le pas au prix du gaz et explose également. Une preuve que les prix des énergies ne sont absolument plus corrélés aux coûts réels de production. Bienvenue, donc, dans ce monde de la main invisible, magique... du marché.

Et quel monde pour demain ?

Dès les années 2000, la CGT avait clairement anticipé et annoncé cet échec cuisant de la politique énergétique imposée par l'Europe. Pour en sortir, la voie à emprunter est radicalement différente : elle est détaillée dans le Programme Progressiste de l'Énergie (PPE) de la FNME-CGT. Que propose ce programme ? Sortir du marché et revenir à un contrôle de l'énergie par la puissance publique, car l'énergie est, à l'instar de la santé, de l'alimentation, de l'eau, un besoin vital dont la nation se doit de donner un accès le plus juste et le plus égalitaire à l'ensemble des populations. Notons que cette proposition est également explicitement formulée par J.M. Jancovici^[4], instigateur de l'association « The Shift Project » qui tente de penser le monde énergétique de demain.

Une transition énergétique laissée aux mains du libéralisme serait un échec assuré

De plus, le PPE propose de répondre aux besoins des populations par une gestion raisonnée et planifiée du mix énergétique et intègre également la gestion anticipée de la transition énergétique à réaliser. Car malheureusement, on peut dès à présent gager que si cette transition était laissée dans les mains du libéralisme économique ambiant, alors, comme pour le marché de l'énergie, les résultats seraient catastrophiques.

[1] : « Les bénéfices historiques de TotalÉnergies font débat », *Les Échos*, vendredi 11 et samedi 12 février 2022.

[2] : « Les mégaprofits de TotalÉnergies en débat », *Le Monde*, vendredi 11 février 2022.

[3] : « TotalÉnergies surfe sur l'envol des prix de l'énergie », *Le Figaro*, vendredi 11 février 2022.

[4] : « Pour contrer la hausse du prix de l'énergie, il faut revenir à un monopole d'État », *Marianne*, 27 janvier au 2 février 2022.